

Notice biographique de Jean-Claude Juncker

Source: CVCE.

Copyright: (c) CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/notice_biographique_de_jean_claude_juncker-fr-83c1c326-f0d5-4a7d-be6b-39abd1c87d31.html

Date de dernière mise à jour: 07/07/2016



Jean-Claude JUNCKER

Premier ministre, ministre d'État (janvier 1995 – décembre 2013)

Né le 9 décembre 1954 à Redange-sur-Attert.

Études et formations

- Études primaires à Redange-sur-Attert et études secondaires à l'internat classique de Clairefontaine (Belgique)
- Diplôme de fin d'études secondaires au Lycée Michel Rodange à Luxembourg-Ville (1974)
- Maîtrise de droit de l'université de Strasbourg (1979)

Fonctions gouvernementales

- Secrétaire d'État au Travail et à la Sécurité sociale (1982-1984)
- Ministre du Travail, ministre délégué au Budget (1984-1989)
- Ministre des Finances, ministre du Travail (1989-1994)
- Ministre des Finances, ministre du Travail (1994-1995)
- Premier ministre, ministre d'État, ministre des Finances, ministre du Travail et de l'Emploi (1995-1999)
- Premier ministre, ministre d'État, ministre des Finances (1999-2004)
- Premier ministre, ministre d'État, ministre des Finances (2004-2009)
- Premier ministre, ministre d'État, ministre du Trésor (2009-2013)
- Ministre des Cultes (avril-décembre 2013)

Fonctions politiques

- Membre du Parti chrétien-social (CSV) (depuis 1974)
- Secrétaire parlementaire du CSV (1979-1982)
- Élu comme député CSV à la Chambre des Députés (depuis 1984 à toutes les élections successives – 1989, 1994, 1999, 2004, 2009 et 2014)
- Président du Parti chrétien-social (CSV) (1990-1995)

Fonctions européennes

- Premier président permanent de l'Eurogroupe, organe qui réunit les ministres des Finances des pays membres de la zone euro (2005-2013). Le 21 janvier 2013, il met fin à son mandat à la tête de la zone euro de sa propre initiative.

Fonctions internationales

- Gouverneur de la Banque mondiale (1989-1995)
- Gouverneur du Fonds monétaire international (FMI) (1995-2013)
- Gouverneur de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) (1995-2013)

Distinctions

- Docteur honoris causa de la Miami University (1998)
- Docteur honoris causa de la faculté de philosophie de l'université de Münster (2001)
- Grand officier de la Légion d'honneur (2002)
- Docteur honoris causa de l'université de Bucarest (2003)
- Citoyen d'honneur de la ville de Trèves (2003)
- Docteur en droit honoris causa de l'université Démocrite de Thrace (2004)
- Prix international Charlemagne d'Aix-la-Chapelle (2006)
- Membre associé étranger à l'Académie des sciences morales et politiques à l'Institut de France (2007)
- Docteur honoris causa de l'université Robert Schuman de Strasbourg (2007)
- Docteur honoris causa de l'université de Pittsburgh (2008)
- Sénateur d'honneur de l'Académie européenne des sciences et des arts (2009)
- Docteur honoris causa de l'université Sophia de Tokyo (2010)
- Docteur honoris causa de l'université de médecine d'Innsbruck (2010)
- Docteur honoris causa de la faculté de droit de l'Université d'Athènes (2011)
- *Honorary Degree of Doctor of Letters* de l'Université de Sheffield (2012)
- *Sigillum Magnum* de l'Université de Bologne (2012)

Jean-Claude JUNCKER et l'EUROPE

- En 1985, le Luxembourg exerce la présidence du Conseil des Communautés européennes et Jean-Claude Juncker préside les Conseils «Affaires sociales» et «Budget». Cette période marque également le début de son engagement résolument pro-européen, dû à la conviction intime que seule l'intégration européenne saura garantir une paix définitive en Europe.

- En 1991, en tant que président en exercice du Conseil «Affaires économiques et financières», Jean-Claude Juncker devient l'un des principaux artisans du traité de Maastricht, notamment du volet sur l'Union économique et monétaire dont il a rédigé lui-même de larges passages. Au mois de mai de la même année, lors d'une réunion informelle des ministres des Finances des Douze à Luxembourg, les négociations au sujet de l'Union économique et monétaire aboutissent grâce à l'intervention de Jean-Claude Juncker, qui propose le concept d'opting-out pour le Royaume-Uni. En février 1992, il est l'un des signataires du traité de Maastricht.

- En juin 1994, Jean-Claude Juncker – réélu à la Chambre – garde ses fonctions de ministre des Finances et ministre du Travail. Le 20 janvier 1995, après la désignation du Premier ministre Jacques Santer comme président de la Commission européenne par le Conseil européen et sa confirmation à ce poste par le Parlement européen, Jean-Claude Juncker est nommé Premier ministre et ministre d'État. En tant que

chef du gouvernement, il continue à exercer les fonctions de ministre des Finances et ministre du Travail et de l'Emploi.

- En décembre 1996, Jean-Claude Juncker réussit une médiation délicate entre le chancelier fédéral allemand, Helmut Kohl, et le président de la République française, Jacques Chirac, au sujet du pacte de stabilité accompagnant l'Union économique et monétaire. Après ce «nouveau compromis» réalisé par un Luxembourgeois, la presse internationale qualifie Jean-Claude Juncker comme le «héros de Dublin».

- La présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne (deuxième semestre 1997) fournit à Jean-Claude Juncker l'occasion de mettre en évidence ses ambitions pour une Europe plus sociale. Le Conseil européen extraordinaire sur l'emploi, en novembre 1997, voit ainsi la naissance du «processus de Luxembourg», obligeant les États membres à soumettre annuellement un plan d'action en faveur de l'emploi et à remplir des critères quantifiés et vérifiables en termes de création d'emploi et de lutte contre le chômage.

- En décembre 1997, lors du Conseil européen de Luxembourg, l'Union européenne ouvre ses portes à l'élargissement vers l'Est.

- Le même sommet voit la création de l'Euro 11, le groupe informel des ministres des Finances participant à l'Union économique et monétaire, rebaptisé «Eurogroupe» par la suite. La première réunion de l'Eurogroupe a eu lieu en juin 1998 au Château de Senningen à Luxembourg. Jean-Claude Juncker sera choisi comme premier président de l'Eurogroupe, du 1^{er} janvier 2005 (jusqu'au 31 décembre 2006). Lors de la réunion de l'Eurogroupe du 8 septembre 2006 à Helsinki, il a été reconduit dans sa fonction de président pour un mandat de deux ans (qui devait s'achever le 31 décembre 2008, mais qui a été prorogé jusqu'au 31.12.2009). Par après, suite à l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne (1^{er} décembre 2009) Jean-Claude Juncker fut élu en tant que président de l'Eurogroupe pour un mandat de deux ans et demi.

- Lors de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne (premier semestre 2005) Jean-Claude Juncker obtient un accord sur la réforme du pacte de stabilité et de croissance (Conseil européen de mars), accord qui ne touche pas aux principes fondamentaux du pacte. Lors de ce sommet, Jean-Claude Juncker obtient par ailleurs la relance de la stratégie de Lisbonne, dans un souci de réaffirmer les dimensions sociales et environnementales du processus.

- Comme président du Conseil (2005), Jean-Claude Juncker a dû faire face à la non-ratification du projet de Constitution européenne de la part de la France et des Pays-Bas. Des tensions récurrentes l'ont opposé au Premier ministre britannique, Tony Blair, au sujet du budget européen.

- Le 27 juin 2014, Jean-Claude Juncker (le candidat du Parti populaire européen – formation de centre-droit – arrivé en tête des élections européennes) est choisi par les chefs d'État et de gouvernement des pays membres de l'UE pour être le prochain président de la Commission.

- Le 15 juillet 2014, le Parlement européen confirme ce choix avec 422 suffrages sur 751. En novembre 2014, il succédera à ce poste au Portugais José Manuel Barroso. Jean-Claude Juncker est le troisième Luxembourgeois à devenir chef de l'Exécutif européen, après Gaston Thorn (1981-1985) et Jacques Santer (1995-1999).

Jean-Claude JUNCKER et Pierre WERNER

- Pierre Werner remarque Jean-Claude Juncker (alors jeune militant) durant la période où le CSV était en

opposition (1974-1979) et Pierre Werner, député et chef du groupe parlementaire CSV à la Chambre des Députés;

- En 1982, Pierre Werner – alors Premier ministre – fait nommer le jeune Jean-Claude Juncker comme secrétaire d'État au Travail et à la Sécurité sociale, deux fonctions correspondant à ses domaines politiques de prédilection. D'ailleurs, PW note dans ses Mémoires¹ : « *Au risque de mécontenter quelques aînés, je proposai Jean-Claude Juncker au Grand-Duc, après consultation de Spautz et de Santer et vote positif au Conseil National. Juncker avait alors 28 ans. Sa nomination était bien dans la ligne du rajeunissement du personnel politique.*».

Depuis, les deux hommes – partageant les mêmes valeurs politiques et morales – sont restés très proches: Pierre Werner devient le mentor et l'inspirateur de Jean-Claude Juncker dans son action interne et européenne. Jean-Claude Juncker occupera plus tard les mêmes fonctions que Pierre Werner – Premier ministre, ministre des Finances, du Trésor et du Budget – et devient une des personnalités les plus engagées dans la construction européenne des quinze dernières années.

- À la veille de l'entrée en vigueur de l'euro scriptural, Jean-Claude Juncker adressa à Pierre Werner, depuis la tribune du Conseil des ministres de l'UE réuni à Bruxelles le 31 décembre 1998, un message personnel d'évocation et de remerciement en luxembourgeois.

- En 2002 – après le décès de Pierre Werner – à l'Institut universitaire européen de Florence fut créée la «Chaire Pierre Werner», partie intégrante du Centre Robert Schuman de l'Institut universitaire européen, «*ayant comme objectif d'encourager la recherche académique dans le domaine de l'Union monétaire européenne et de la gouvernance économique au sein de l'Union.*».

- Le 26 juin 2006, en présence de S.A.R. le Grand-Duc Henri, Jean-Claude Juncker prononce un discours à l'Institut universitaire européen de Florence dans le cadre de la Chaire Pierre Werner et consacré à l'œuvre européenne de Pierre Werner. La délégation luxembourgeoise comprenait également des membres de la famille de Pierre Werner.

Jean-Claude JUNCKER et le projet de recherche «Pierre Werner et l'Europe»

- Le lancement du projet de recherche «Pierre Werner et l'Europe» a eu lieu le 27 janvier 2011 dans le cadre d'une soirée académique organisée par le CVCE et la Fondation Pierre Werner sous l'égide du Fonds national de la recherche du Luxembourg, lors de laquelle Jean-Claude Juncker a donné une [conférence](#) intitulée «Du plan Werner à l'euro: 40 ans de succès et de crises». Les [actes](#) de la manifestation ont été publiés en juin 2011.

- Le 27 janvier 2011, Jean-Claude Juncker a accordée au CVCE un [entretien-témoignage](#) exclusif dans le cadre du projet de recherche «Pierre Werner et l'Europe».

- Jean-Claude Juncker est le président du [Comité de patronage du projet](#) de recherche «Pierre Werner et l'Europe», réunissant 30 hautes personnalités européennes.

-La présentation du corpus de recherche sur le rapport Werner a été réalisée le 6 mars 2013, lors d'une [manifestation](#) publique organisée par le CVCE en collaboration avec la Fondation Pierre Werner et la Fondation du Mérite Européen et intitulée «**L'UEM à la croisée des chemins. La pensée de Pierre**

¹ WERNER Pierre. *Itinéraires luxembourgeois et européens. Évolutions et Souvenirs: 1945-1985*. Deux tomes, Luxembourg: Éditions Saint Paul, 1992, vol I, p. 245.

Werner et son actualité au XXI^e siècle». Dans ce cadre, Jean-Claude Trichet, gouverneur honoraire de la Banque de France et ancien président de la Banque centrale européenne, et Jean-Claude Juncker ont exposé leurs conclusions sur la crise et ont ébauché les scénarios d'évolution de l'Union économique et monétaire. Les [actes](#) de la manifestation ont été publiés en juin 2013.